



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Lauréats du contrat à impact « Égalité des chances économiques »

---

Une forme inédite  
de financement public-privé  
au service des causes sociales

Mai 2021

# Sommaire

<b>Edito de Bruno Le Maire et Olivia Grégoire .....</b>	<b>3</b>
<b>Les lauréats du contrat à impact</b>	
<b>« Egalité des chances économiques » .....</b>	<b>4</b>
Wake up café.....	6
Mozaik RH.....	7
Comme les autres.....	8
Tous tes possibles.....	9
<b>Les contrats à impact, comment ça marche ? .....</b>	<b>10</b>
<b>Les prochains contrats à impact.....</b>	<b>13</b>

# Edito de Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, et d'Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable



**Bruno Le Maire**  
ministre  
de l'Economie,  
des Finances et  
de la Relance



**Olivia Grégoire**  
secrétaire d'Etat  
auprès du ministre  
de l'Economie,  
des Finances et  
de la Relance,  
chargée de l'Economie  
sociale, solidaire  
et responsable

L'égalité des chances économiques est l'un des grands combats du quinquennat. Elle est au cœur de l'action gouvernementale et de certaines de ses réformes les plus emblématiques : la liberté de créer son activité simplement et la liberté de la faire fructifier sans verrou, grâce à la loi Pacte, le soutien à l'activité dans les territoires fragiles comme les quartiers prioritaires de la ville, le développement de conditions de travail plus inclusives, la lutte contre l'exclusion financière.

C'est par la vie économique, pour un salarié, un citoyen comme pour un entrepreneur, qu'on peut s'épanouir personnellement, à travers les rencontres et les découvertes d'un côté, l'effort et l'exigence de l'autre. Garantir l'égalité des chances économiques, c'est garantir la réussite de notre pacte républicain.

Il est donc primordial de rappeler que l'activité économique ne dépend ni de l'origine sociale, ni des capacités de chacun, ni des moyens financiers, ni de la couleur de peau. Si l'Etat fait beaucoup pour répondre à ce problème, il se trouve partout en France, des femmes et des hommes qui apportent, par leurs innovations sociales, des solutions destinées à des publics et des territoires en situation de vulnérabilité. Les soutenir, à travers les contrats à impact, c'est proposer les voies et moyens d'un véritable changement d'échelle.

Avec ce dispositif, depuis septembre 2020, nous mettons la finance au service de l'économie sociale et solidaire. Les contrats à impact, c'est une forme inédite de financement public-privé au service des causes sociales et environnementales que nous plaçons au cœur de notre action pour l'ESS.

Longtemps, nous avons entendu : « ça ne marchera jamais ! ». Et pourtant ! Avec ce nouveau contrat à impact, nous avons reçu **36 projets, pour une demande totale de 90 millions d'euros**, soit plus de neuf fois le montant initialement budgété. C'est le signal d'un engouement fort, et la preuve, s'il en était besoin, que les structures de l'ESS savent imaginer des projets d'ampleur qui leur permettent de changer d'échelle.

Nous saluons et félicitons **les quatre lauréats de cet appel à manifestation d'intérêt**, qui portent des projets de transformation, solidaires et innovants, dont nous avons tant besoin, tous, pour permettre à chacun de saisir sa chance.





**Les lauréats  
du contrat à impact**

**« Égalité des chances  
économiques »**

## Le projet

L'appel à manifestation d'intérêt de contrat à impact «Egalité des chances économiques» a été ouvert du 24 novembre 2020 au 24 février 2021. Doté d'une enveloppe totale de 10 millions d'euros, il a fixé comme objectifs la réduction des risques sociaux, dits objectifs de réussite, en lien avec l'égalité des chances économiques.

A un moment où notre économie traverse une crise économique et sociale inédite, c'est un signe fort pour encourager l'émergence d'outils que l'Etat n'a pas nécessairement à sa disposition. Lancé en novembre 2020, cet appel à projets, doté d'une enveloppe de 10 millions d'euros, est opéré depuis le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance et a reçu 36 candidatures pour un montant total de 89M€.

## Thématiques de l'appel à manifestation d'intérêt

**Cet appel à manifestation d'intérêt** soutient le passage à l'échelle de solutions innovantes qui permettent à chacun de s'inscrire pleinement dans l'activité économique, à travers trois grandes thématiques :

- **Non-discrimination à l'embauche et dans la gestion des parcours professionnels** : les projets se focalisant sur la promotion de l'égalité des chances, l'employabilité ou la non-discrimination à l'embauche et dans la gestion des parcours professionnels auprès de bénéficiaires cibles (jeunes, femmes, lieu de résidence, personnes en situation de handicap...).
- **Développement de l'entrepreneuriat dans les territoires urbains ou ruraux prioritaires** : les projets se focalisant sur les dispositifs permettant de lever les freins à l'entrepreneuriat dans les territoires urbains ou ruraux prioritaires (accompagnement, mentorat, formation, solutions ou services dédiées)
- **Lutte contre l'exclusion financière** : les projets se focalisant sur la prévention de l'exclusion financière et sur les dispositifs innovants permettant de développer les services financiers à destination des foyers aux revenus les plus modestes

## Le comité de sélection

Le comité de sélection était composé du Secrétariat d'Etat à l'Economie sociale, solidaire et responsable et de la Direction Générale du Trésor.

**Suite à ce comité de sélection, 4 projets ont été sélectionnés pour un montant total de 12,3M€.**

Une attention particulière a été portée aux points suivants :

- le caractère social et/ou environnemental du programme d'actions axé sur une approche préventive génératrice à terme de coûts évités pour l'Etat ;
- la pertinence des méthodes d'évaluation des effets et du succès du programme et notamment leur caractère scientifique et la disponibilité des données ;
- la capacité du programme à se pérenniser et à changer d'échelle dans le cas où l'expérimentation s'avérerait concluante.





## Wake up café

Diminuer la récidive par la réinsertion professionnelle (Ile de France)

### Contexte

Depuis 2014, Wake up Café (WKF) accompagne des personnes sortant de détention vers une réinsertion sociale et professionnelle sans récidive. Le manque d'accompagnement spécifique dedans-dehors et le grand nombre de sorties sèches, expliquent un taux énorme de retour en prison de 33% dans l'année qui suit la sortie, allant jusqu'à 59% de récidive à 5 ans.

L'action de WKF, favorisant une baisse conséquente de la récidive sur les personnes accompagnées par le dispositif WKF, est aujourd'hui reconnue tant par le milieu carcéral (signature d'une convention nationale avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire), que par le ministère de la Justice, les juges d'application des peines, et par le monde des entreprises que WKF a sensibilisé à cet enjeu de société et engagé à sa suite sur les différents programmes mis en place.

### Résultats attendus

- Le contrat à impact vise à expérimenter un programme de formation qualifiante en détention avec l'appui d'organismes de formation partenaires intervenant en détention, en adéquation avec les besoins de recrutement d'entreprises partenaires.
- L'objectif étant de préparer les détenus à leur sortie et de les accompagner vers un emploi dans une entreprise partenaire pour lequel ils auront été formés pendant leur détention, tout en accompagnant les entreprises à ce type d'embauche.
- Le programme accompagnera 852 personnes, avec l'impact suivant :
  - 90% des bénéficiaires allant jusqu'au bout de la formation sont diplômés,
  - 65% trouvent un emploi en sortie ou 3 mois après la fin du parcours d'accompagnement,
  - Réduire le taux de récidive à 10% sur les 852 bénéficiaires accompagnés, à 1 an et à 3 ans.

### Budget

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de contrat à impact « Egalité des chances économiques », la structure pourrait bénéficier d'un budget maximum de **2,9M€ de paiement** au résultat suite à la phase de contractualisation pour une durée totale du projet **sur 5 ans**.



## Mozaik RH

Prévenir les discriminations à l'insertion professionnelle des étudiants issus des Quartiers Prioritaires et/ou boursiers, en systématisant des actions d'accompagnement et de mise en relation avec les employeurs (régions Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Île-de-France et Occitanie)

### Contexte

C'est un fait largement constaté et mesuré : l'insertion professionnelle est plus compliquée pour les jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ainsi que pour les boursiers. Il est devenu urgent de réduire l'écart en matière d'insertion professionnelle entre ces jeunes et le reste de la population. Ceci impose de répondre aux dysfonctionnements constatés en matière de recrutement au rang desquels les discriminations à l'emploi et de promouvoir des modalités de recrutement inclusives auprès des recruteurs.

Approche préventive, basée sur le développement d'outils en ligne, avec deux volets intégrés : employabilité (dont softskills) et mise en relation (par algorithme) avec des recruteurs

### Résultats attendus

- Le contrat à impact prévoit un parcours et accompagnement préventif depuis l'université jusqu'au recrutement, grâce notamment à la médiation de la plateforme DiversifiezvosTalents.com qui fait automatiquement du matching.
- 1 320 étudiants du supérieur Boursiers / QPV seront accompagnés.

### Budget

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de contrat à impact « Egalité des chances économiques », la structure pourrait bénéficier d'un budget maximum de **3,4M€ de paiement** au résultat suite à la phase de contractualisation pour une durée totale du projet **sur 5 ans**.

# Comme les Autres

## Comme les autres Lever les freins à l'emploi des personnes en situation de handicap (Grand-Ouest et Hauts-de-France)

### Contexte

La discrimination à l'embauche des personnes handicapées est souvent le résultat de préjugés très ancrés dans l'esprit des recruteurs notamment. Alors que des craintes légitimes existent quant à la mobilité des personnes handicapées ou à leur fatigabilité, elles sont renforcées par une méconnaissance des dispositifs de prises en charge existants, notamment pour limiter les coûts liés à l'adaptation d'un poste de travail.

Depuis sa création l'association Comme les Autres a déjà accompagné plus de 500 personnes handicapées. Elle a pu s'étendre sur le territoire national et couvre désormais 6 régions en France (l'Ile de France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Région Sud, la Nouvelle Aquitaine, les Hauts-de-France et le Grand Ouest). Chaque action de l'association inclut systématiquement l'expérience du sport et des sensations fortes, le pair-accompagnement et la mixité handicapés / valides.

### Résultats attendus

**Le contrat à impact prévoit un accompagnement via un programme d'orientation vers l'emploi de 464 bénéficiaires.** Celui-ci repose sur une phase de détection précoce en centre de rééducation qui permettra d'identifier davantage de bénéficiaires potentiels. Lors de cette phase, un diagnostic initial permettra de révéler les capacités et motivations du patient et ainsi de l'orienter vers un programme d'accompagnement adapté :

- Identification des freins : 3 entretiens individuels avec le travailleur social, à domicile ou à l'extérieur, et 1 activité de communauté.
- Levée des freins : 10 entretiens-coaching individuels avec le travailleur social et 1 activité de proximité ciblée.
- Sensations fortes : participation à un séjour aventure sportif de 5 jours ou participation à 1 ou plusieurs activités sportives à sensations fortes (1 à 2 jours).
- Emploi : 3 entretiens-coaching individuels et 2 ateliers collectifs avec des partenaires spécialisés dans le domaine de l'insertion professionnelle.

### Budget

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de contrat à impact « Egalité des chances économiques », la structure pourrait bénéficier d'un budget maximum de **3M€ de paiement** au résultat suite à la phase de contractualisation pour une durée totale du projet **sur 3 ans**.





## Tous tes possibles

Accompagner la reprise d'entreprise en zone rurale (Bassins de Nancy, Roubaix, Nantes, Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse)

### Contexte

600 000 entreprises seront à reprendre dans les prochaines années, avec un taux d'échec nettement inférieur par rapport à la création d'entreprise. Ainsi, face aux inégalités qui se creusent entre les territoires, plus particulièrement dans le champ de l'emploi et de l'entrepreneuriat, Tous Tes Possibles s'est constituée, depuis sa création en 2016, comme un laboratoire de développement de solutions innovantes de retour à l'emploi.

La solution proposée dans ce contrat à impact vise à insérer des publics éloignés de l'emploi grâce à une approche fondée sur l'entrepreneuriat, plus particulièrement la reprise d'entreprise, et l'accompagnement humain, au sein de territoires ruraux prioritaires.

### Résultats attendus

L'ambition de l'association est d'expérimenter son approche sur de nouveaux territoires : cinq territoires ruraux (concentrant l'essentiel des moyens en direction de Zones de Revitalisation Rurales).

Le contrat à impact accompagnera 2 550 bénéficiaires :

- Sensibilisation des publics ciblés au sein des territoires sélectionnés suite à un diagnostic réalisé avec des partenaires locaux, avec pour objectif de promouvoir le repreneuriat et l'entrepreneuriat comme voie d'insertion ;
- Accompagnement des candidats au sein du parcours « Tous Tes Possibles » qui cherche à lever les freins à l'entrepreneuriat/repreneuriat et plus largement à définir leurs projets professionnels vers une sortie positive (repreneuriat, entrepreneuriat, salariat, etc.) et à travers des ateliers, du mentorat, des formations, etc. ;
- Lien avec le programme « Tous Repreneurs » pour donner les clefs aux candidats de concrétiser leur projet de reprise d'entreprise, par l'appui à la recherche d'entreprise à reprendre, la formalisation, le challenge et la validation du projet.

### Budget

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de contrat à impact « Egalité des chances économiques », la structure pourrait bénéficier d'un budget maximum de **3M€ de paiement** au résultat suite à la phase de contractualisation pour une durée totale du projet **sur 4 ans**.

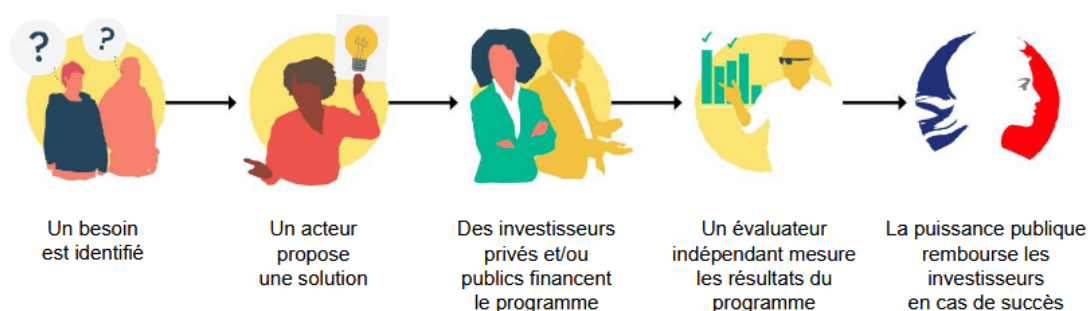
A photograph showing the back of a person in a white t-shirt pushing a person in a wheelchair. The person in the wheelchair is wearing a grey mesh vest. The scene is outdoors with a blue sky and green plants in the background.

# **Les contrats à impact, comment ça marche ?**

Le contrat à impact est un **partenariat entre le public et le privé** pour favoriser l'émergence de projets sociaux et environnementaux innovants qui permettent de faire changer d'échelle des solutions efficaces aux problèmes identifiés sur le terrain. L'investisseur privé et/ou public préfinance le projet et prend le risque de l'échec en échange d'une rémunération prévue d'avance en cas de succès. L'État ne rembourse qu'en fonction des résultats effectivement obtenus et constatés objectivement par un évaluateur indépendant.

## Dans quels cas la puissance publique rembourse-t-elle ou ne rembourse-t-elle pas ?

### COMMENT ÇA MARCHE ?



	Si les objectifs ne sont pas atteints	Si les objectifs sont atteints	Si les objectifs sont dépassés
État	Ne rembourse rien	Rembourse	Rembourse avec une prime
Investisseur	Perd tout ou partie de son investissement	Est remboursé avec un intérêt fixé en amont	
Porteur de projet	A financé son projet		Perçoit une prime

## L'histoire du contrat à impact

### À l'étranger et en France

Le contrat à impact s'inspire des **Social Impact Bonds (SIB)** lancés au Royaume-Uni. Le premier SIB fut lancé en 2010 par le Secrétaire à la Justice britannique, Jack Straw, afin de financer un programme de réhabilitation des prisonniers condamnés à de faibles peines avec l'objectif de faire baisser le taux de récidive. Tournés vers la prévention, les SIB intéressaient le Gouvernement britannique par leur capacité à générer à terme des économies budgétaires. A la suite du succès de cette expérimentation, les Social Impact Bonds ont connu un développement exponentiel, notamment dans les pays anglo-saxons.

En France, **les contrats à impact ont été rendus possibles par l'article 15 de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire**. Si les premiers contrats sont signés dès novembre 2016 et permettent l'éclosion d'initiatives particulièrement prometteuses, ils ont révélé une série d'obstacles techniques et administratifs.

Le rapport de Frédéric Lavenir « **Pour un développement du contrat à impact social au service des politiques publiques** », publié le 30 juin 2019, a permis de renouveler profondément l'approche de cet outil, en le simplifiant et en le précisant. C'est grâce à ces travaux très opérationnels que le Gouvernement peut aujourd'hui enclencher une **nouvelle dynamique du contrat à impact**.

### Pour quels résultats ?

Le modèle des Social Impact Bonds s'est considérablement répandu depuis 2010. A ce jour, 120 projets ont été financés dans plus de 20 pays grâce aux contrats à impact, pour un total de près de 400 millions d'euros investis et plus d'1 million de citoyens bénéficiaires à travers le monde. Le plus gros SIB a été lancé en **Finlande**, avec un contrat signé à **17 millions d'euros**.



# Les prochains contrats à impact



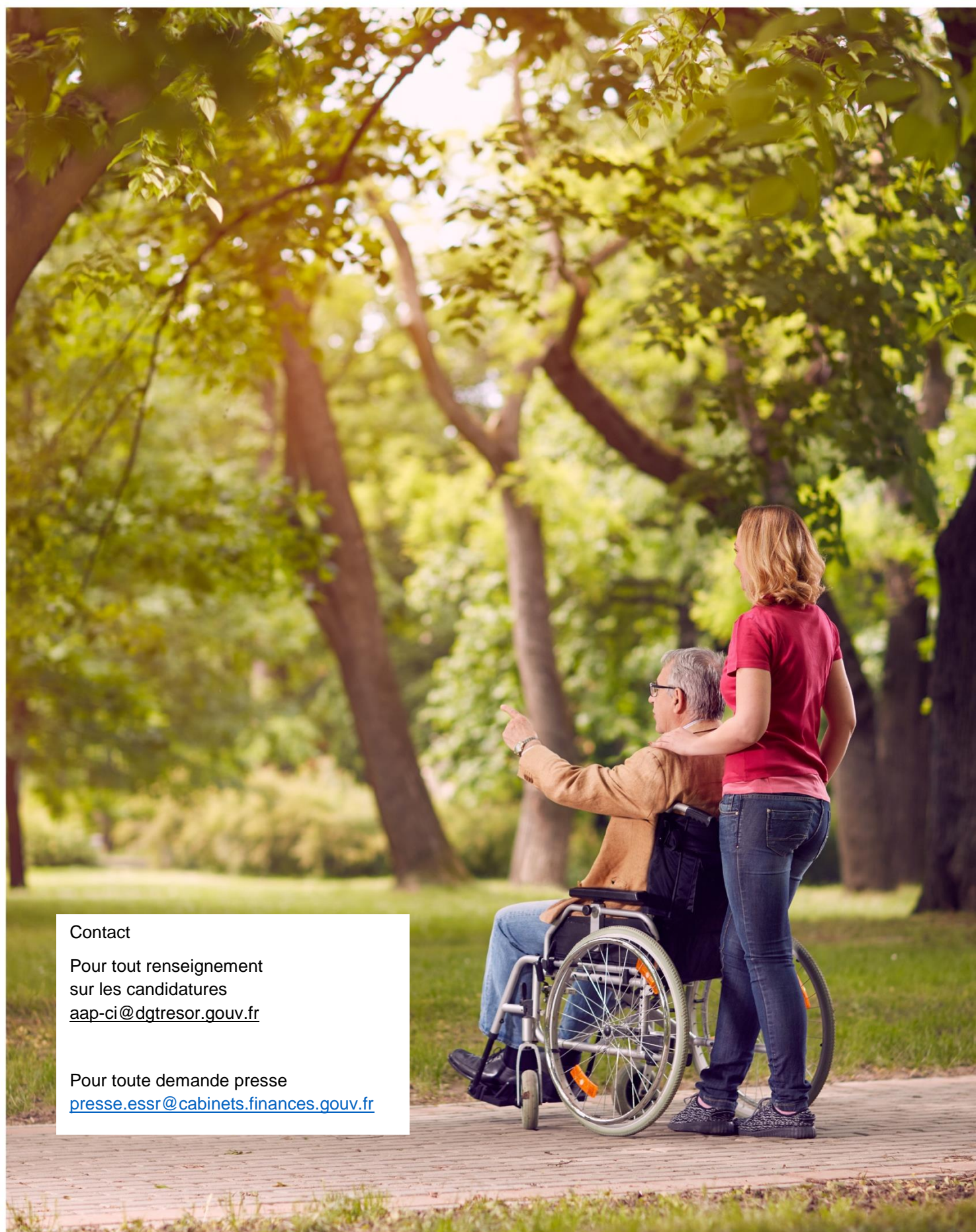


Les contrats à impact peuvent potentiellement concerner toutes les politiques publiques. Parmi les projets labellisés ces dernières années, on peut citer la prévention du placement d'enfants à risque, la restauration de copropriétés en voie de dégradation, la création de commerces franchisés dans des quartiers prioritaires, l'accessibilité de la performance énergétique de l'habitat à des personnes en situation de précarité.

Le Gouvernement entend favoriser la montée en puissance du dispositif de contrat à impact dans les prochaines années. Cette nouvelle ambition se traduira par le lancement de nouveaux appels à projets dans les prochaines semaines.

Un appel à manifestations d'intérêt sur l'innovation pour l'accès à l'emploi a été ouvert le 3 mars 2021 pour une durée de 3 mois.

Plusieurs thématiques sont en cours de cadrage sur les quartiers prioritaires de la ville, la solidarité et de la lutte contre le sans-abrisme, l'aide sociale à l'enfance ou l'autonomie.



#### Contact

Pour tout renseignement  
sur les candidatures  
[aap-ci@dgtresor.gouv.fr](mailto:aap-ci@dgtresor.gouv.fr)

Pour toute demande presse  
[presse.essr@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.essr@cabinets.finances.gouv.fr)